

**Paul-Émile Breton et son engagement au service du journal *La Survivance*, de 1939 à 1953**

Alain T. Canuel

Volume 32, Number 1, 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1071937ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1071937ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Presses universitaires de Saint-Boniface (PUSB)

ISSN

0843-9559 (print)

1916-7792 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Canuel, A. T. (2020). Paul-Émile Breton et son engagement au service du journal *La Survivance*, de 1939 à 1953. *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, 32(1), 167–190. <https://doi.org/10.7202/1071937ar>

## **Paul-Émile Breton et son engagement au service du journal *La Survivance*, de 1939 à 1953**

Alain T. CANUEL

Né le 14 septembre 1902, Paul-Émile Breton est originaire de Saint-Hyacinthe, Québec. Au début des années 1930, il est ordonné prêtre et occupe diverses fonctions, notamment celle de professeur, avant d'accepter l'invitation du père Henri Routhier, provincial des Oblats de Marie-Immaculée en Alberta. En 1939, ce dernier le nomme rédacteur et directeur du journal *La Survivance*. Il occupe ce poste jusqu'en 1953. Au cours de ces années, il se consacre à d'autres activités qui lui permettent d'œuvrer parallèlement à la cause du français, de la culture et de la religion catholique

Notre analyse met l'accent sur l'engagement du père Breton au journal *La Survivance* pour la défense des intérêts des Canadiens-français et, de façon plus précise, sur la lutte qu'il mène pour l'obtention de stations radiophoniques françaises dans l'Ouest, en particulier la station CHFA qui verra le jour le 20 novembre 1949 à Edmonton, Alberta. L'entrée en fonction du père Breton coïncide avec le début de la Deuxième guerre mondiale. Il faut donc s'attendre à des rapprochements hasardeux entre la propagande (politique et sociale) qui influence fortement les populations et la mission du journal *La Survivance* qui a objectif de «lancer puis seconder constamment tous les mouvements et les requêtes des Franco-Albertains (Lacombe, 1993a, p. 2).

### **1. *La Survivance* : journal propagandiste ou d'information?**

Le journal *La Survivance*, fondé par l'Association canadienne française de l'Alberta (ACFA) en 1928, représente l'organe officiel des associations françaises de cette province. Dès sa création, le journal se veut indépendant des partis politiques. Son but premier est la cause française et catholique

(1948c, p. 1). Le père Breton est on ne peut plus clair. En février 1940, il «reproduisait cet avertissement et annonçait que même si certains changements s'étaient produits dans les partis, le journal restait indépendant en 1940 comme en 1929<sup>16</sup>» (Lacombe, 1993a, p. 49; Breton, 11 août 1948, p. 2). Dans les milieux anglophones, la perception du journal revêt une tout autre dimension si bien que certains protagonistes dénoncent une action propagandiste de l'Église qui cherche à christianiser le peuple canadien. La majorité anglophone

supporte mal que la langue française et la religion catholique puissent agir en dehors du Québec et miner ce qu'ils considèrent comme étant l'expression d'un véritable nationalisme canadien fondé sur l'unilinguisme anglais et d'autres impératifs qui favorisent de manière optimale sa propre émancipation identitaire (Canuel, 2015, chapitre 5).

Mais n'anticipons pas. À cette crainte religieuse s'ajoutent les tensions sociales sur fond de propagande : «la propagande de guerre, au plan national, a essentiellement pour objectif de concilier deux nationalismes, québécois/canado-anglophone, qui s'affrontent et nuisent à l'unité de la conscience nationale et de l'effort de guerre» (Legris, 1981, p. 21). La diversité des deux peuples fondateurs devient plus aiguë et, dans ce contexte, certains défenseurs d'un Canada unilingue anglais n'hésitent pas à condamner le fait français en dehors du Québec. À l'opposé de cette prise de position, le père Breton et toutes les organisations du Canada français considèrent que la langue et la religion des Franco-Albertains représentent les piliers de leur survivance (Gosselin, 1967).

Il nous faut donc distinguer entre la propagande, omniprésente au cours de la guerre et considérée comme une action systématique pour influencer la pensée d'une population, et la mission du journal *La Survivance* qui se veut avant tout un outil d'information pour les Franco-Albertains. Certes, l'influence de l'Église est présente du fait que le journal est appuyé par les Oblats et dirigé par le père Breton. Il ne faudrait toutefois pas accorder une valeur démesurée à l'influence de l'Église et prétendre à une forme de propagande religieuse. Comme le rappelle Étienne F. Auger : «Il n'est pas rare que [la propagande] soit confondue fréquemment avec d'autres aspects de la communication de masse, tant l'utilisation péjorative du

mot propagande entraîne une grande confusion à son endroit<sup>2</sup>» (Auger, 2015, p. 15).

## 2. *La Survivance* : un parcours semé d'embûches

Au cours de la Seconde guerre mondiale, *La Survivance* rencontre des obstacles importants. La crise de la conscription de 1942 exacerbe l'irritation du Canada anglais et, à maintes reprises, sert de toile de fond pour alimenter un discours fallacieux en remettant en cause l'effort de guerre des Canadiens français : «[...] une forte poussée d'impérialisme [...] avait pris de solides racines dans différents coins du pays et [...] sévissait d'une façon particulièrement remarquable à l'époque où le père Breton fut rédacteur de *La Survivance*» (Lacombe, 1993a, p. 6). Dans ces conditions, comment maintenir un équilibre, défendre les intérêts des francophones tout en faisant preuve d'un patriotisme éclairé et foncièrement canadien? Les réponses qu'apporte le père Breton dans le journal doivent reposer sur de solides assises à la fois pour défendre les intérêts des Franco-Albertains et prendre position vis-à-vis du reste du monde, ce qui ne l'empêchera pas comme rédacteur de subir les foudres du Canada anglais. Dans un article publié le 15 avril 1942, ce dernier défend le point de vue de ses compatriotes:

Parce qu'il se fait une forte opposition à la conscription pour service outre-mer, on veut, en certains milieux en faire un crime à l'élément catholique et français. Ceux qui veulent ainsi discréditer une partie de la population canadienne feraient bien de réviser leur jugement (Breton, 1942a, p. 1).

Quelques semaines avant la date du plébiscite (27 avril), le climat devient tendu, et le père Breton ne dévie pas de sa ligne de conduite en se faisant un devoir d'accomplir sa tâche avec loyauté et probité.

Dans la livraison du 22 avril, soit une semaine avant le plébiscite, il prend carrément position en demandant aux lecteurs de voter «Non». Il titre : «Vous n'avez donc rien à perdre et tout à gagner en votant "Non"». Il explique sa position et conclut en rappelant que le gouvernement de Mackenzie King doit s'en tenir à ses promesses et de faire «taire ceux qui veulent nous faire avaler la conscription comme la seule planche de salut» (Breton, 22 avril 1942b, p. 1). À la toute fin de son article, il enfonce le clou en reprenant exactement les mêmes mots du

titre de son article afin de s'assurer que le lecteur a bien saisi son message:

Le père Breton savait que son public se composait de gens d'instruction moyenne et dont une grande partie étaient des cultivateurs; aussi, se devait-il d'écrire des articles clairs, simples et faciles à comprendre. Bon éducateur, il savait aussi la force et la nécessité de la répétition [...] (Lacombe, 1993a, p. 5).

Cette façon de faire lui permet de rejoindre ses lecteurs en débroussaillant les questions complexes et en expliquant à l'ensemble des Franco-Albertains le point de vue qu'il juge le plus approprié pour la communauté. Ce qui importe également pour lui, c'est de mettre en relief les jeux de coulisses et les manœuvres partisans du «Oui». Il dénonce particulièrement l'attitude de Radio-Canada qui a permis aux tenants du «Oui» de faire valoir leur point de vue sur les ondes et d'exclure les tenants du «Non» (Canuel, 1998, p. 222). Il sonne l'alarme sur tous les sujets politiques, économiques ou sociaux susceptibles de nuire à l'épanouissement de la minorité francophone.

Le père Breton ne se contente pas uniquement de faire des mises en garde. Il élargit l'horizon de ses lecteurs par l'entremise de nouvelles d'ailleurs, établit des liens étroits avec des collaborateurs d'autres journaux et médias francophones pour informer les Franco-Albertains d'activités et d'événements pouvant avoir une influence directe ou indirecte sur leur vie de tous les jours, développe leur esprit critique ou remet en cause les idées reçues. Bien évidemment, les nouvelles à caractère religieux prennent une importance capitale. Le lecteur est régulièrement informé des actions de l'Église catholique, en particulier les appels et discours du souverain pontife (1941, p. 1); (1944, p. 1); les nominations de cardinaux (1945b, p. 1), etc. Les comptes rendus de congrès, ateliers, conférences et activités de toutes sortes qui présentent un intérêt pour les francophones sont également publiés de façon régulière. Qu'il s'agisse du bilinguisme en dehors du Québec (Breton, 1945c, p. 3) ou dans la fonction publique (1945a, p. 2), des progrès accomplis par l'ACFA (1943, p. 1), tous ces sujets sont traités avec rigueur dans *La Survivance*. Le père Breton apporte aussi une note amusante au journal en signant une chronique humoristique sous le pseudonyme Le Goffeur, l'animal symbole des Prairies. L'auteur, Guy Lacombe, affirme que c'est sa façon inoffensive

de faire un peu de politique, de se moquer des politiciens ou tout simplement de s'amuser avec les mots<sup>4</sup> (Lacombe, 1993b, p. 99). Selon des témoignages publiés dans *La Survivance*, le lecteur apprécie cette approche où un brin d'humour permet parfois de mieux faire passer un message empreint d'une sombre réalité (Le Goffeur, 1942, p. 1); (1947a, p. 1); (1947b, p. 1).

### 3. Le père Breton et la radio française dans l'Ouest

Mis à part quelques balbutiements, il faut remonter au début des années 1930 pour situer le contexte de la radio dans l'Ouest. En Saskatchewan, l'abbé Maurice Baudoux réclame depuis 1933 du français sur les ondes dans l'Ouest. Bien que l'Alberta n'ait pas encore présenté de demande officielle, le père Breton appuie sans réserve la cause de l'abbé Baudoux. En plus de conseiller ce dernier sur la stratégie déployée, Breton publie ouvertement sous forme de capsules les lettres de l'abbé Baudoux et des Associations de l'Ouest adressées au président de la Commission canadienne de la radiodiffusion, au Bureau des gouverneurs et hauts dirigeants de Radio-Canada, au Premier ministre, etc. Les réponses juxtaposées aux demandes illustrent bien le climat délétère qui se dégage de cette correspondance. Dans ses propos liminaires, Breton écrit : «On verra facilement comment ces réponses sont parfois laconiques, parfois prometteuses. Mais, depuis sept ans rien ou à peu près rien n'est venu» (1940b, p. 4). La détermination de Baudoux à faire valoir le point de vue des gens de l'Ouest et, s'il le faut, à faire cavalier seul dans cette campagne, va s'imposer de manière telle qu'Adrien Pouliot, président du Conseil de la vie française et membre du Bureau des gouverneurs de Radio-Canada, va se servir de la campagne de Baudoux pour convaincre Gladstone Murray, directeur général de Radio-Canada, de se remettre à l'étude de la question du français et de se rendre dans l'Ouest pour rencontrer les groupements français. Bien évidemment, le père Breton ne figure pas à l'avant-plan, mais il exerce une forte influence par sa détermination:

Étant donné le travail immense que vous avez déjà accompli [...] notre président propose qu'on vous laisse toute l'initiative voulue [...] Le plan une fois définitivement arrêté, vous pourrez compter sur notre entier appui [...] Un dernier point à déterminer sera de savoir comment faire agir simultanément les trois provinces, les trois associations, les trois journaux [...] (Breton, 1940a).

Breton utilise comme tremplin *La Survivance* pour informer la population de l'Ouest des dossiers courants et des actions entreprises sur la question de la radio française. Mais, la publication des capsules ne fait pas l'unanimité et, conscient que cette façon de faire prête le flanc à la critique, il écrit dans la livraison du 2 octobre 1940:

Certains esprits paraissent scandalisés de la campagne que nous menons et on nous accuse de manquer de tact; d'autres se demandent jusqu'où nous avons raison [...] Nous avons donc voulu rendre nos positions bien nettes et dissiper toute équivoque; nous avons voulu montrer avec preuve à l'appui, que depuis sept ans les minorités ont fait leur possible pour régler cette question, mais qu'elles ont toujours rencontré de l'obstruction en haut lieu [...] (Breton, 1940c, p. 3).

Breton ne craint pas de défendre les intérêts des francophones de l'Ouest en dénonçant les décisions de Radio-Canada. Par exemple, c'est avec une pointe d'ironie qu'il dénonce la partialité flagrante entre les minorités francophones de l'Ouest et la minorité anglophone du Québec :

Trop pauvre pour donner du français à nos 150,000 compatriotes de l'Ouest, Radio-Canada trouve cependant l'argent nécessaire pour offrir un nouvel émetteur à la minorité anglaise du Québec [...] Ils sont sincères, voyez-vous, les Messieurs de Radio-Canada : «Ils n'ont pas d'argent!» [...] Depuis six ans, ils ont loué un poste émetteur pour le service de la minorité anglaise du Québec; et depuis sept ans ils nous refusent du français, car «ils n'ont pas d'argent» (Breton, 12 juin 1940b, p.1).

Les articles signés par les Associations nationales de l'Ouest revendiquent la reconnaissance et le respect de leurs droits en tant que peuple fondateur (Les Associations nationales de l'Ouest, 1940b, p. 1-2 et 1940a, p. 8). Elles adoptent, entre autres, une attitude bienveillante en exposant un point de vue où la langue et la culture françaises ne peuvent qu'enrichir le pays. Cette démarche correspond sensiblement à celle qu'adopte Adrien Pouliot pour convaincre les membres du Bureau des gouverneurs. D'un point de vue discursif, les deux approches, à savoir celle de Breton et des associations nationales, se complètent : celle-ci étant plus atténuée, celle-là étant plus directe et parfois incisive. Le lecteur de *La Survivance* peut ainsi critiquer, appuyer ou rejeter les propos du journal, mais

ne peut être indifférent à la cause défendue. Et c'est là où se situe la force de Breton : «Quand il était convaincu de quelque chose, il n'y avait rien pour le faire déborder. Conscient de ses responsabilités, il s'efforça toujours d'aider ses lecteurs à juger sainement des événements courants [...]» (Lacombe, 1993a, p. 4).

L'appui à Baudoux et aux associations nationales n'est que le prélude d'une lutte plus acharnée que va livrer Breton dans sa propre province pour l'obtention d'un poste français. Certes, il utilise le journal comme outil de communication, mais son engagement auprès d'organisations provinciales pour défendre la cause du français lui sert de courroie de transmission auprès d'autres francophones du pays. De 1946 à 1953, il occupe le poste de secrétaire-général de l'ACFA et exerce une influence décisive en étant l'un des principaux artisans du poste CHFA. Il peut ainsi conjuguer ses efforts avec ses compatriotes et développer une stratégie d'ensemble pour défendre la cause de la radio. Une des réalisations tripartites ayant un impact majeur sur les francophones de l'Ouest s'inscrit dans une campagne de sensibilisation pour la défense de la radio française qui prévaut depuis 1940, en particulier dans le journal *La Survivance*. Il s'agit du *Catéchisme de Radio-Ouest-Française* (118 questions au total) qui met l'accent sur la nécessité pour les francophones de posséder leur propre radio française et reprend la même formule que le 'petit catéchisme' avec ses questions et réponses. Bien qu'il connaisse un fort succès auprès des communautés francophones, le document devient la cible des détracteurs anglophones qui s'opposent à toute radio française en Alberta. Nous abordons cette question plus en détail dans la quatrième partie de notre analyse.

#### 4. Le poste CHFA et l'appui du père Breton

Après la guerre, le véritable cheval de bataille du père Breton est incontestablement la radio française. Le père Jean Patoine, rédacteur en chef de *La Survivance* de 1953 à 1972, dira : «Mais le plus beau titre de gloire du R. P. Breton demeurera, sans contredit, la part qu'il a prise dans l'obtention d'un Poste français de Radio» (Patoine, 1953b, p. 2). Dès son arrivée à *La Survivance*, en 1939, Breton prend vite conscience qu'un journal ne suffit pas à contrer à lui seul l'influence anglaise dans les foyers francophones. Il «avait senti que si puissante que fût



l'arme de la presse, elle demeurait quand même insuffisante et qu'il fallait se munir le plus tôt possible d'un nouveau moyen de diffusion qu'était la radio» (Lacombe, 1993a, p. 53). En plus de représenter un avantage pour la langue et la culture, la radio française sert de paravent pour contrecarrer, comme le souligne l'abbé Baudoux, «cet ennemi du dehors auquel il est moralement impossible de résister : la radio anglaise» (Baudoux, 1944). L'historien, Marcel Martel, résume avec justesse ce propos : «L'arrivée de ce média de communication incarne un nouveau cheval de Troie introduit dans les retranchements de la survivance pour y menacer, cette fois-ci, un des fondements du réseau institutionnel canadien-français: la famille<sup>5</sup>» (Martel, 1994, p. 320).

Une campagne de souscription dans l'Ouest est prévue en juin 1945 pour financer la création de stations françaises. Le *Catéchisme de Radio-Ouest-Française* sert d'appui à cette campagne et, en principe, ne doit circuler qu'au sein de la population francophone. Lorsque la nouvelle du catéchisme est éventé, les médias anglophones (en particulier, le *Edmonton Bulletin* et le *Winnipeg Free Press*) ne manquent pas d'aiguiser les lecteurs : l'anglais est la langue prédominante dans l'Ouest, le français ne doit pas dépasser les frontières du Québec, l'octroi d'un tel permis menacerait l'unité canadienne, la minorité francophone de l'Alberta ne doit pas avoir de traitement particulier par rapport aux autres ethnies de la province, etc. La question numéro 90 du catéchisme soulève en particulier la controverse : Q. Peut-on dire aussi que la radio française est une entreprise nécessaire au point de vue religieux? R. Oui, pour les mêmes raisons : les programmes anglais sont, pour la plupart, des programmes païens et dangereux.

Craignant qu'un permis d'une radio française ne soit accordé en Alberta, le ministre des Chemins de fer et du Téléphone, W. A. Fallow, fait parvenir aux membres du Bureau des gouverneurs un texte d'opposition qui, selon lui, a été adopté sans voix dissidente par son gouvernement. En bref, il demande que les gouverneurs acquiescent à la demande de son gouvernement (qui lui a été refusée) d'acquérir la station universitaire CKUA et condamne l'octroi d'un permis d'une radio française<sup>7</sup> (Fallow, 1945). Le père Breton doit se montrer prudent face au gouvernement provincial de l'Alberta. Comme

le souligne l'abbé Baudoux : «Oui, j'ai eu connaissance de vos difficultés à la Législature [faisant référence au texte de Fallow] par la radio. Cela venant le lendemain du commentaire sur l'article du *Free Press* au sujet de notre "Catéchisme" [...] Je ne sais pas comment vous allez vous en tirer<sup>8</sup>» (Baudoux, 1945a).

En apprenant que l'Alberta demande au gouvernement fédéral de ne point accorder de permis pour une radio française, Baudoux met en garde Breton:

J'ignore quelle est votre intention en ce qui concerne ces obstructions. D'après vos lettres, vous avez l'intention de mettre les choses au point dans un prochain éditorial. Ceci ne sera pas mauvais. Mais je crois qu'il conviendrait de ne pas aller plus outre [...] Le plus tôt il n'en sera plus question dans les journaux, le mieux sera (Baudoux, 1945b).

Cette dernière tentative de l'Alberta se solde par un échec. Le Premier ministre, Mackenzie King, n'a pas l'intention de donner suite aux récriminations du gouvernement albertain. Cet épisode houleux va connaître, au cours des années suivantes, une certaine accalmie. Peut-être est-ce dû à la création, en 1946, de la radio CKSB au Manitoba dont l'harmonie apparente entre francophones et anglophones rejaillit jusqu'en Alberta! Il s'agit d'une hypothèse plus que probable si l'on en juge par les articles parus dans *La Survivance* au cours de cette période<sup>9</sup>. Selon l'ACFA, la plupart des médias anglophones sont favorables à la radio française et même le Premier ministre de la province, Ernest Manning, soutient le projet (Manning, 1944). Ces appuis ne laissent pas indifférents le père Breton qui «rêvait d'une patrie canadienne grande et unie où les deux races composantes auraient coopéré sur un pied d'égalité pour en faire une nation forte et belle» (Lacombe, 1993a, p. 6). Nous pouvons avancer une autre hypothèse à savoir que le degré de satisfaction de la population anglophone est à son comble, en 1944, lors de la création d'un deuxième réseau anglais, le réseau Dominion, avec 34 stations privées raccordées à l'émetteur local de Toronto, CJBC. Le premier réseau déjà en place prend le nom de Trans-Canada qui est composé de six stations appartenant à Radio-Canada et 28 stations affiliées. Par comparaison, le réseau français de la Société Radio-Canada au Québec compte, en 1945, trois stations appartenant à Radio-Canada et sept stations affiliées (Canuel, 2002, p. 48).

## 5. Les contextes social et politique de la radio française

Bien qu'il soit considéré comme l'artisan de la radio en Alberta, le père Breton n'est pas seul à mener cette lutte. La contribution d'autres individus qui ont appuyé le projet de la radio française provient de toutes parts. Le journaliste, Pierre Vigeant, du journal *Le Devoir*, attribue cette victoire à l'action parlementaire «qui a sans doute été inspirée et stimulée par l'action populaire [...]» (Vigeant, 1948, p. 1). Les députés de langue française, écrit-il, ont contribué au succès de cette entreprise en convoquant au cours de la semaine qui a précédé la réunion des gouverneurs un caucus de la députation québécoise et en mettant en oeuvre toute une série de démarches personnelles et officieuses auprès de personnages qui pouvaient exercer une influence, directe ou indirecte, sur la décision des gouverneurs. Cela dit, il ne faudrait pas croire que cet appui est l'unique force qui a conduit à la victoire. D'autres facteurs ont facilité le succès de cette entreprise. Mentionnons au passage la réélection de Pouliot, en 1945, qui reste un atout majeur pour les francophones de l'Ouest. N'eût été du soutien discret du clergé catholique et du ministre Louis Saint-Laurent, de même que des initiatives de Baudoux et Breton pour appuyer sa candidature, Pouliot n'aurait probablement pas été en mesure de combattre les 'fanatiques anticatholiques' qui voulaient faire échec à la radio française<sup>12</sup>. Le non renouvellement de son mandat aurait vraisemblablement fragilisé les acquis ou retardé les projets et discussions en cours. Il y a également la contribution majeure d'individus et organismes qui ont lutté pour la cause de la radio française en Alberta. Parmi les principaux protagonistes, mentionnons le docteur Léon-Omer Beauchemin, président de Radio-Ouest-Française et vice-président du Conseil de la vie française (autrefois nommé Comité permanent de la survivance française) de 1934 à 1946, et Paul-Émile Gosselin, secrétaire-général du Conseil de la vie française. Nous ne saurions trop insister sur le dévouement de ces protagonistes (et combien d'autres!) qui ont souvent agi dans l'ombre, mais n'en ont pas moins été d'une rare efficacité<sup>13</sup>!

Le père Breton joue le rôle de catalyseur en suivant l'actualité de près tout en utilisant le journal comme source de renseignements et outil de pression. Aux lecteurs, il demande de lui faire parvenir des commentaires, de livrer une opinion

sur un sujet d'actualité de sorte que l'ensemble de la population francophone puisse réagir sur des questions parfois complexes. Cet échange permet aussi de prendre le pouls des lecteurs sur différents aspects sociaux et politiques, de jauger du degré de satisfaction de ses éditoriaux ou de répondre aux questions qui lui sont adressées. Régulièrement, Breton laisse la parole au lecteur et s'il donne la réplique, ce sera, le plus souvent, à travers la chronique intitulée *Dans le trou du goffeur*. Cette approche lui permet de faire passer son message avec une teinte d'humour sans nécessairement choquer le lecteur. Il y a également la chronique *Observatoire* dans laquelle il commente «avec beaucoup de finesse différents événements d'actualité particulièrement ceux qui se [rapportent] soit à la cause catholique, soit à la cause française<sup>14</sup>» (Lacombe, 1993a, p. 49-50).

Au niveau des organisations de l'Ouest, à savoir l'Association d'éducation des Canadiens français du Manitoba, l'Association catholique franco-canadienne de la Saskatchewan et l'Association canadienne-française de l'Alberta, Breton s'engage activement. Il propose à l'Exécutif de lancer une campagne générale pour l'obtention du français à la radio. Les trois organisations unissent leur forces en vue de faire pression sur Radio-Canada, et, avec l'appui d'autres journaux de l'Ouest, Breton lance une campagne-choc. En page frontispice du journal *La Survivance*, nous pouvons lire en gros caractères : «Important document sur Radio-Canada». Nous y retrouvons trois articles consacrés à la radio : «Une situation intolérable» dans lequel Breton dénonce l'inaction de Radio-Canada et les intentions des trois organisations face à cette situation; un second article rappelle les nombreuses démarches et la sempiternelle réponse de Radio-Canada «le plus tôt possible» qui n'a donné aucun résultat tangible; et enfin un dernier qui reproduit le texte du Manifeste signée par les trois présidents des associations qui réclament un redressement de la situation après sept années stériles (1940a, p. 1). Cette campagne donne quelques bons résultats. En septembre 1942, la station CBK de Watrous diffuse 47 minutes de français par jour, ce qui représente une nette amélioration par rapport au tableau comparatif des émissions françaises et anglaises paru dans *La Survivance* du 8 mai 1940 (6 minutes de français versus 962 minutes d'anglais par jour). Toutefois, cette situation est loin de satisfaire les francophones. Dès les premières semaines de radiodiffusion, la station de

Watrous commet des bévues qui provoquent la grogne. Les omissions ou substitutions de programmes, le dédoublement d'émissions d'une semaine à l'autre, le changement d'horaire sans préavis sont monnaie courante (Les Associations nationales de l'Ouest, 1940c, p. 3).

Malgré ces déboires, le père Breton poursuit inlassablement sa mission. Il n'hésite pas à reproduire certains articles de journaux anglais qui lui sont favorables. À l'inverse, il dénonce ceux qui s'en prennent à la religion catholique, aux droits des francophones ou encore à des projets collectifs comme celui de la radio française. Dans la lutte pour l'obtention d'un poste français en Alberta, des groupes religieux (Baptistes et Orangistes, en particulier), estiment que la radio représente une intrusion, un danger pour l'unité nationale. La persistance d'une connotation péjorative associée au terme de la «réserve québécoise» - pour utiliser l'expression de Maurice Baudoux - demeure présente dans l'esprit de plusieurs. Il est clair que des groupes anglophones de l'Ouest ne veulent pas de français sur les ondes en dehors du Québec<sup>15</sup>. Vis-à-vis d'une telle attitude, Breton dénonce les forces vives qui militent en défaveur du français et multiplie ses interventions pour freiner le zèle de ces «fanatiques anticatholiques» qui veulent influencer l'opinion publique de même que les hautes instances politiques et, du même coup, faire obstacle à toute démarche francophone.

Les moyens mis en œuvre par Breton sont peu nombreux, mais non moins efficaces. *La Survivance* lui sert d'outil pour désarticuler les raisonnements fallacieux de ses opposants tandis que les organisations provinciales affichent leur solidarité en exerçant des pressions sur Ottawa et en alertant l'opinion publique francophone des autres provinces. De façon plus discrète, Breton appuie ses collègues pour le renouvellement du mandat de Pouliot comme membre du Bureau des gouverneurs. Tandis que Baudoux fait valoir l'influence de Pouliot dans la campagne de souscription en faveur de la presse acadienne et celle des programmes en français au poste de Watrous, Breton mise sur la formation académique, la compétence et les qualifications professionnelles de ce dernier, et n'hésite pas à faire part au ministre de l'opposition qui se manifeste et des conséquences fâcheuses qui pourraient en découler pour la population et pour tous ceux qui sont au courant des faits.

Parallèlement, Baudoux et Breton écrivent à d'autres personnes influentes telles Joseph Miville-Dechêne, député libéral du comté d'Athabasca (Alberta), Walter Tucker, député libéral de Rosthern (Saskatchewan), M<sup>gr</sup> Ubald Langlois, Grouard (Alberta), pour leur demander d'intervenir auprès des ministres Laflèche ou Saint-Laurent (Breton, 1945a et 1945b). La réélection de Pouliot, l'arrivée au pouvoir du Premier ministre, Louis Saint-Laurent, en 1948, et l'influence de M<sup>gr</sup> Georges Cabana dans le dossier de la radio française posent à l'évidence les premiers jalons d'une revendication de la radio française. Considérés comme de solides assises, ces trois personnages entretiennent une grande amitié, et nul doute que le triumvirat Pouliot / Saint-Laurent / Cabana exerce une influence déterminante sur l'évolution du dossier de par leurs fonctions respectives qu'ils occupent à l'échelle sociale, politique ou religieuse (Pouliot, 1944 et 1945).

## **6. La campagne médiatique des journaux français et anglais.**

On se souviendra que le Bureau des gouverneurs, lors de sa réunion de janvier 1948, a reporté sa décision en mars pour permettre une étude plus approfondie de la question, ce que certains mettent en doute:

Il semble que les gouverneurs espèrent fatiguer la Province de Québec par des délais et probablement faire avaler plus facilement un refus. Certains disent que les gouverneurs veulent avoir plus de réactions du public avant de se prononcer. D'autres, plus nombreux, croient qu'ils attendent le moment politiquement favorable pour rendre leur décision (Levasseur-Ouimet, 1999, p. 97).

Quoiqu'il en soit, il faut agir avant la réunion prévue en mars pour faire pression sur les gouverneurs. Les journaux français, en particulier *Le Devoir* et *l'Action catholique* considérés comme des chefs de file dans ce dossier affichent une solidarité nationale et multiplient leur appui à la cause de la radio (1948, p. 1; 1948, p. 4). L'auteure, France Levasseur-Ouimet, affirme avoir compté, entre le 28 janvier et le 22 mars 1948, pas moins de 52 articles publiés dans une trentaine de journaux canadiens favorables à la radio française. Les médias francophones du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick alertent l'opinion publique pour faire pression sur les membres du Bureau des gouverneurs. Des journaux anglais dont le *Western Catholic* et le *Canadian Register* prennent également position en

faveur de la radio française (1948, p. 1). De son côté, le père Breton tente un ultime effort pour convaincre, à quelques semaines de la réunion, les gouverneurs de prendre la bonne décision :

Il y a tout lieu de considérer que cette décision comblera enfin l'attente de nos compatriotes des Prairies qui réclament depuis quinze ans déjà du français à la radio, l'attente aussi de la majeure partie de la population du Canada qui voit dans l'octroi des permis à Radio-Edmonton et à Radio-Prince-Albert un geste d'élémentaire justice et un gage de paix nationale (1948b, p. 1).

Parallèlement à la campagne médiatique, on observe des manifestations de soutien provenant de toutes les couches sociales :

On frappa à toutes les portes : individus, hommes publics, sociétés, groupements de toutes sortes. Durant six mois, sans un jour de répit, on poursuivit la bataille : lettres, pétitions, télégrammes, articles de journaux, démarches, etc. D'un océan à l'autre, l'élément français présentait un front uni et solide comme jamais peut-être il ne l'avait fait auparavant (1949).

## 7. Grandeur et misère de la station CHFA

Avant que la station CHFA n'entre en ondes le 20 novembre 1949, les tenants de la radio française montent un volumineux dossier. À la réunion des gouverneurs, le 23 janvier 1948, ils présentent un document technique étoffé et un mémoire de 70 pages exposant la situation de la radio en Alberta. Au dossier de la radio s'ajoutent une pétition contenant 76, 508 signatures recueillies dans 305 institutions, plus de 650 lettres, 32 résolutions et 31 télégrammes (1948a, p. 1). Lors de la réunion reportée aux 18 et 19 mars 1948, le Bureau des gouverneurs approuve la requête de Radio-Edmonton. Le 12 mai, la licence est accordée pour l'établissement d'une radio privée commerciale à Edmonton, avec une puissance de 5 000 watts. À la fin mai, le père Breton fait l'achat d'un terrain en vue de la construction du transmetteur et de l'érection des antennes. Le 18 août 1948, CHFA acquiert deux autres terrains pour construire ses studios. Le manque de fonds oblige le Comité de la radio de l'ACFA à remettre à plus tard leur construction. Les studios seront logés temporairement dans l'édifice de *La Survivance*.

Compte tenu de la situation, Breton délègue temporairement les commandes du journal au rédacteur adjoint, le père Séverin Pelletier, et s'investit entièrement dans la cause de la radio. Mais, où trouver les fonds? La question monétaire demeure la pierre d'achoppement, et l'ACFA doit trouver une solution immédiate avant l'ouverture du poste<sup>16</sup>. Les souscriptions de 1944 et celle de 1948 ont rapporté globalement 100 000 \$, et il n'est pas question d'y aller pour une troisième souscription. Dans un rapport qu'il soumet à M<sup>sr</sup> Henri Routhier, Breton estime que le coût total de l'entreprise, une fois terminée, sera d'environ 165 000 \$ et qu'il lui faut trouver une somme d'environ 50 à 60 000 \$ pour combler le manque à gagner. Il demande donc à l'évêque de faire appel au clergé pour «patronner ce projet dans le territoire confié à [ses] soins» (Breton, 1949a).

Responsable de l'organisation générale, le père Breton dresse un plan en précisant les dates des diverses étapes et invite les organisateurs paroissiaux à suivre scrupuleusement le calendrier pour une meilleure efficacité et coordination de la campagne<sup>17</sup> (1948d). En complément, il publie dans *La Survivance* un résumé de la situation et s'adresse à toutes les familles canadiennes-françaises de la province pour obtenir des contributions financières. Pour mousser la campagne, il souligne la grande générosité des gens de Beaumont qui s'engagent à fournir gratuitement la main-d'oeuvre nécessaire pour exécuter les travaux au terrain du transmetteur, situé à quelques kilomètres du village<sup>19</sup> (1949, p. 1,8). Appuyé par le clergé et les organisateurs paroissiaux, Breton poursuit sa quête de financement jusqu'à l'ouverture de la station. Cela ne se fera pas sans heurts. Des rumeurs circulent à l'effet que les sommes amassées sont envoyées aux Oblats qui veulent mettre la main sur la radio, que des sommes d'argent ont été arrachées sous de fausses représentations et que jamais le poste ne verrait le jour. Un brave cultivateur a même dit : «notre paroisse versera son montant quand nous serons sûrs que nous aurons notre poste» (Breton, 1949b).

L'inauguration de CHFA ne signifie pas la fin des problèmes. Cette lutte âprement gagnée n'est que le prélude à d'autres défis que doivent relever les dirigeants de la radio. Il y a d'abord cette réaction des personnes qui s'opposent à la décision rendue en prétextant que les Franco-Albertains représentent



une minorité, que l'anglais devrait être la seule langue reconnue dans l'Ouest, que les gouverneurs ne devraient pas accorder un tel privilège, qu'il s'agit d'une violation des droits des Albertains, d'un mépris vis-à-vis de la résolution adoptée par l'Assemblée législative de cette province. Bref, tout une série de récriminations qui pourraient jouer d'influence entre la décision rendue par les gouverneurs et la mise sur pied de la station. Il y a ensuite l'aspect monétaire qui demeure toujours en filigrane. Malgré les sommes d'argent amassées à la suite d'appels répétés du père Breton avant l'ouverture de la station, il faut combler le déficit accumulé dès les premiers mois d'opération, payer les comptes courants et en souffrance, compléter les travaux nécessaires à la transmission, etc. Le Bureau de direction de CHFA, propriétaire de la station, discute de plusieurs avenues possibles avec l'ACFA et le Comité permanent de la Survivance française pour parvenir à une solution rentable. Par rapport à la gestion administrative, Breton prend, en quelque sorte, ses distances. même s'il demeure secrétaire-général de l'ACFA et secrétaire de CHFA jusqu'en 1953. Son rôle d'organisateur et de porte-parole pour la collecte de fonds s'estompe avec la mise en ondes de la station et il se prépare désormais à de nouveaux défis.

Le père Breton quitte officiellement ses fonctions de directeur de *La Survivance*, le 3 septembre 1953. Dans une lettre qu'il publie la veille de son départ, il écrit : «Je ne vous dis pas adieu, chers lecteurs, car j'aurai probablement le plaisir de vous retrouver dans un autre champ d'action» (Breton, 1953, p. 1). De fait, il va consacrer la majeure partie de son temps à prononcer des conférences, assister à des congrès nationaux et internationaux, donner son point de vue sur des sujets d'actualité ou encore animer une émission radiophonique suite à son séjour en Europe<sup>19</sup>.

## Conclusion

Considéré comme un des principaux artisans de la radio française en Alberta, Paul-Émile Breton demeure une figure de proue pour tous ceux qui l'ont côtoyé. L'hommage que lui rend son successeur, le père Jean Patoine, témoigne de la gratitude de tous ses compatriotes. Non seulement le nouveau directeur du journal reconnaît en lui ses qualités de journaliste mais il rappelle également qu'il a été l'âme dirigeante dans presque toutes les

activités de l'ACFA (Patoine, 1953a, p. 2). Breton lui-même considère avec une certaine bienveillance ce qu'il a accompli : «En jetant un coup d'oeil sur le chemin parcouru depuis 1939, je puis me rendre le témoignage d'avoir fait ma modeste part pour la cause catholique et française de mes compatriotes» (Breton, 1953, p. 1).

Le 17 juin 1964, le père Breton décède subitement à l'âge de 61 ans. Quel héritage laisse-t-il à la génération présente et future? Certainement, la transmission des valeurs culturelles et religieuses pour lesquelles il a consacré sa vie entière à travers ses écrits et son implication dans diverses associations canadiennes-françaises. Tout au cours de sa vocation sacerdotale, il a œuvré pour la jeunesse. Enseignant au Juniorat Saint-Joseph (New Hampshire, É-U), professeur à l'université d'Ottawa, directeur de l'Oeuvre de la Jeunesse Catholique à la paroisse Saint-Sauveur de Québec, son inlassable dévouement auprès de la jeune génération a maintes fois transcendé ses responsabilités administratives. À la toute fin de la lettre aux lecteurs qu'il publie le 2 septembre 1953, il dédie à ses compatriotes, et particulièrement aux jeunes, un poème empreint d'espoir et d'optimisme. Il en va de même pour la radio qu'il considère non seulement comme le complément de *La Survivance* mais aussi comme la gardienne de la langue et de la culture au foyer, puisqu'elle apparaît comme un puissant levier pour contrecarrer la menace anglaise qui pèse particulièrement sur la jeune génération. L'idée de protection de la famille et, par extension, des futures générations de Canadiens français de l'Ouest n'est pas nouvelle. L'abbé Maurice Baudoux en a fait son cheval de bataille pendant plusieurs années. Breton et Baudoux ont anticipé les conséquences d'une telle réalité, ce qui fait dire, en 1953, aux quatre gérants des stations de l'Ouest:

Nous nous apercevons aujourd'hui que notre jeunesse parle moins bien le français, en particulier les petits enfants. Nous espérons maintenant qu'avec nos quatre postes de langue française, nous réussirons à inculquer à la jeune génération le culte de sa langue [...] (1953, p. 8).

Quant au journal *La Survivance*, il change d'appellation et devient, le 15 novembre 1967, le *Franco-Albertain*. Cependant, le rédacteur en chef, Jean-Maurice Olivier, n'entend pas révolutionner le journal : «Que l'on sache, d'abord et avant tout, que le fait d'adopter un nouveau nom ne veut aucunement

dire que nous venons de décider de reléguer aux oubliettes ou de mettre de côté tout ce qui avait été fait dans le passé [...] et encore moins de le renier» (Olivier, 1967a, p. 2). Le *Franco-Albertain* se propose de modifier certaines chroniques pour les adapter au goût du jour. L'exemple de la section religieuse nous apparaît significative au sens où elle occupait, à l'époque de Breton, une place capitale dans la nouvelle. Jean-Maurice Olivier considère désormais les choses différemment : «En la modifiant considérablement, nous conserverons une section religieuse hebdomadaire ou bi-mensuelle : il s'agira davantage d'étudier ou d'approfondir des problèmes d'ordre religieux que de présenter des nouvelles religieuses comme tel» (Olivier, 1967b, p. 4).

Dans le dernier éditorial de *La Survivance* (8 novembre 1967), Jean-Maurice Olivier affirme que ce changement de nom a été apporté «en fonction de l'avenir parce que nous avons voulu respecter la volonté de la majorité, parce que nous réalisons qu'un nom significatif il y a quelques décennies peut ne plus avoir autant d'attrait aujourd'hui» (Olivier, 1967a, p. 2). À partir de ce constat, peut-on y voir le passage d'une *survivance* (au sens de survie de la race canadienne-française) à une identité plus affirmée de la population *franco-albertaine*? Cette hypothèse nous semble plausible si l'on se réfère aux propos de Gratien Allaire et Laurence Fedigan : «Jusqu'au début des années 1970, le terme *survivance* servait de point de rassemblement de la francophonie canadienne. Il caractérisait la volonté des Canadiens français, tant du Québec que des autres provinces, de maintenir leur langue, leurs institutions et leur foi [...]» (Allaire et Fedigan, 1991, p. 111). Dans bien des communautés francophones du pays, la décennie 1960 marque une nouvelle dynamique, une ouverture sur le monde qui se traduit par des changements sociaux importants. Le *Franco-Albertain* emboîte le pas en proposant notamment à ses lecteurs de nouvelles rubriques telles : collaboration de journalistes canadiens, critique de livres, de films et de pièces de théâtre, informations sportives tant locales que nationales, publication d'une page entière consacrée tout spécialement aux anglophones pour les aider et leur faciliter l'apprentissage de la langue française (Olivier, 1967b, p. 4). Bref, une adaptation au monde moderne qui fait dire à Jean-Maurice Olivier à quel point le nouveau journal veut progresser et intéresser le plus de gens possible.

## NOTES

1. Paul-Émile Breton affirme que le journal *La Survivance* est au-dessus de tout parti politique et qu'il n'est attaché à aucun.
2. L'auteur, Gratien Allaire, affirme que *La Survivance* «servit d'outil de "propagande" (*sic*), de véhicule des idées de l'association et de moyen de mobilisation de la population lors des campagnes que l'ACFA mena». ALLAIRE, Gratien (1986) «Pour la survivance, l'Association canadienne française de l'Alberta», *Les outils de la francophonie. Les actes du sixième colloque du centre d'études franco-canadiennes de l'ouest tenu à Richmond, Colombie-Britannique, les 10 et 11 octobre 1986*, p. 85. Selon nous, l'utilisation par Allaire du mot propagande ne correspond pas à la définition qu'en donnent Renée Legris ou Étienne Auger que nous avons cités précédemment. Selon certaines normes reconnues, l'emploi de guillemets pour un mot en particulier signifie qu'il est utilisé dans un sens spécial et qu'il est non conforme au langage régulier. Pour une meilleure compréhension, voir l'adresse suivante, sous la rubrique 7.3.5 «Niveaux de langue»: <https://www.btb.termiumplus.gc.ca/redac-chap?lang=fra&lettr=chapsect7&info0=7.3>
3. Selon Guy Lacombe (1993a) *La Survivance* atteint non seulement la population de l'Alberta, mais également celle du nord de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan.
4. Pour illustrer notre propos, nous référons le lecteur à la chronique «*Dans le trou du goffeur*», *La Survivance*, 10 mars 1943, p. 1.
5. Raymond Denis, président de la campagne de souscription de Radio-Ouest-Française (1944) et ancien président général des associations nationales de la Saskatchewan, tient le même discours que Baudoux. Voir «Problème des minorités», *Pour Survivre*, mai 1945, p. 25 (cité par Marcel Martel, p. 320).
6. Les 118 questions du *Catéchisme de Radio-Ouest-Française* sont consignées aux Archives de la Saskatchewan, R-127, 31(a), Annexe A (sans date ni auteur). À titre d'exemples concernant la réaction des lecteurs: «United Church Delegates discuss French Radio», *Winnipeg Free Press*, 8 juin 1945, p. 1 et «Language preservation is aim of New French Radio Stations» 20 mars 1945, p.1 Voir également: VIEN, Rossel, *Radio française dans l'Ouest*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1977, p. 91 et suiv.
7. Voir également: «L'Hon. Fallow présente une résolution pour protester auprès de Radio-Canada», *La Survivance*, 4 avril 1945, p. 1; «Deuxième communiqué officiel de l'A.C.F.A. au sujet de la radio», *La Survivance*, 22 octobre 1947, p. 1.
8. Dans la lettre, Baudoux soutient que l'abbé d'Eschambault «semblait ennuyé et regrettant qu'on ait relevé notre affirmation que la radio anglaise est païenne».

9. Le journaliste fait état de «la sympathie avec laquelle les Anglo-Canadiens ont accueilli, d'une façon générale, la création de cette voix française dans l'Ouest canadien» dans (1946) «Radio Saint-Boniface et les Anglo-Canadiens», *La Survivance*, 31 décembre, p. 2. Voir également : (1947) «Le "Canadian Register" et les droits du français à la radio», *La Survivance*, 22 octobre, p. 2 et (1948) «À la veille d'une grave décision», 21 janvier, p. 1; (1948) «Les catholiques anglais et la radio française», *La Liberté et le Patriote*, 6 février, p. 1.
10. Voir également : (1947) «Réponse au mémoire Fallow sur la radio française - Deuxième communiqué officiel de l'A.C.F.A. au sujet de la radio», *La Survivance*, 22 octobre, p. 1,8. On se souviendra que Manning a été contre le projet d'une radio française dans (1948) «Observatoire - Une déclaration et un souhait», *La Survivance*, 24 mars, p. 1.
11. Sept ans auparavant, Paul-Émile Breton écrivait à propos de la députation québécoise : «au moment où les minorités ont besoin d'un coup d'épaule, les aînés [en incluant certains politiciens] se défilent ou s'endorment dans la nonchalance» dans (1940) «Pas de nouvelles», *La Survivance*, 28 août, p. 1.
12. La réélection d'Adrien Pouliot fait l'objet d'une lutte acharnée de la part des 'fanatiques anticatholiques'. Voir: (1948) «Lettre de Adrien Pouliot à Mgr. Henri Belleau», Archives de l'université Laval, Fonds Adrien Pouliot, P168/4/2, 3 février.
13. Nous ne pouvons mentionner toutes les personnes qui ont entrepris des démarches personnelles et officieuses. Dans un article de presse, le père Breton remercie les personnes qui ont prêté main-forte ou ont fait partie de délégations auprès des autorités fédérales en utilisant leur influence et leur prestige pour la cause de la radio. Il reconnaît également que «d'un bout à l'autre du pays, l'élément français a manifesté une cohésion qu'on a constatée que trop rarement dans le passé». Voir: (1948), «Quelques autres commentaires sur la radio», *La Survivance*, 31 mars, p. 2.
14. À titre d'exemples, voir (1941) «Observatoire. Que fait Radio-Canada?», *La Survivance*, 23 juillet, p. 1; (1940) «La Radio Française», *La Survivance*, 21 août, p. 1.
15. L'expression «réserve québécoise» utilisée par l'abbé Baudoux n'est pas nouvelle. Paul Auger, du journal *Le Devoir*, fait référence à la réserve québécoise dans un article intitulé (1934) «L'Actualité-M. Turnbull», *Le Devoir*, 31 mai, p. 1. Pour une meilleure compréhension, voir CANUEL, Alain, «Les avatars de la radio publique d'expression française au Canada 1932-1939», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 1, n<sup>o</sup>. 3, Hiver 1998, p. 1-31.
16. Autre considération: les directeurs de CHFA doivent modifier l'horaire pour le journée de l'ouverture en raison de l'inspection

- de l'ingénieur qui ne peut garantir que tout soit terminé à temps. Ces derniers doivent demander à Ottawa une permission spéciale pour diffuser le 20 novembre. Voir : (1949) «L'inauguration officielle aura lieu le dimanche 20 novembre à 2h30 p.m.», *La Survivance*, 9 novembre, p. 1.
17. Le dossier contient d'autres documents d'importance comme la réunion régionale, la réunion du clergé (10 juin 1949) et l'historique de la radio en Alberta.
18. Voir également le lien suivant: (1985) «Le Comité Beaumont», *Histoire de Beaumont et district, 1885-1960*, Alberta, 559 p. et spécialement p. 149. <https://cdm22007.contentdm.oclc.org/digital/collection/p22007coll8/id/406290>
19. Au sujet des conférences, voir: (1950) «Nos devoirs religieux et nationaux», *La Survivance*, 13 septembre, p. 2; concernant les congrès et sujets d'actualité, (1950) «Départ pour l'Europe», *La Survivance*, 18 janvier, p. 1; et les émissions radiophoniques, (1950) «Ici CHFA », *La Survivance*, 13 septembre, p. 8.

### BIBLIOGRAPHIE

- \_\_\_\_\_ (1940a) «Important document sur Radio-Canada», *La Survivance*, 1 mai, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1940b) «À travers la correspondance officielle. Quelques spécimens de lettres échangées depuis sept ans», *La Survivance*, 25 septembre, p. 4.
- \_\_\_\_\_ (1941) «Ceux qui combattent et ceux qui souffrent», *La Survivance*, 16 avril, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1943) «Notre Congrès a rencontré un succès inoubliable», *La Survivance*, 3 novembre, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1944) «Le Souverain Pontife demande le respect du droit fondamental de propriété», *La Survivance*, 13 septembre, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1945a) «Deux autres faits, un même esprit», *La Survivance*, 31 octobre, p. 2.
- \_\_\_\_\_ (1945b) «32 nouveaux cardinaux viennent d'être nommés par le Souverain Pontife», *La Survivance*, 26 décembre, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1947a) «Conseils du Goffeur», *La Survivance*, 26 mars, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1947b) «Les semences», *La Survivance*, 30 avril, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1948d) «Plan de la campagne en faveur de la radio», Archives publiques de l'Alberta, 80.226 n° 1152.

- \_\_\_\_\_ (1948) «À la veille d'une grave décision», *L'Action catholique*, 20 janvier, p. 4.
- \_\_\_\_\_ (1948) «Blocs-Notes», *Le Devoir*, 18 mars, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1948a) «Radio-Edmonton devant le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada», *La Survivance*, 28 janvier, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1948b) «Émouvante déclaration à Radio-Canada», *La Survivance*, 18 février, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1948c) «Observatoire - À bon entendeur, salut!», *La Survivance*, 18 août, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1949) «Appel pressant à tous les intéressés», *La Survivance*, 16 mars, p. 1,8.
- \_\_\_\_\_ (1949) *Programme-souvenir: Inauguration officielle du poste de radio français CHFA*, 20 novembre, Edmonton, 34 p. <https://www.shfa.ca/fichiers/ressources/lien-important/CHFA.pdf>.
- \_\_\_\_\_ (1953) «Radio-Ouest française aide à la bonne entente entre les races», *La Survivance*, 3 juin, p. 8.
- ALLAIRE, Gratien et FEDIGAN, Laurence (1991) «Trois générations de Franco-Albertains: recherche ethno-historique sur le changement linguistique et culturel», *Francophonies d'Amérique* n° 1 p. 111-120.
- AUGER, Étienne F. (2015) «Petit traité de propagande à l'usage de ceux qui la subissent» *Culture et communication*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 257 p.
- BAUDOUX, Paul-Émile (1944) «Le fait français dans l'Ouest», *Conférence prononcée à la séance annuelle de la Société du Parler Français, Université Laval, Québec, le 2 février, 1944*, Musée virtuel francophone de la Saskatchewan, <http://musee.societehisto.com/le-fait-francais-dans-l-ouest-n378-t451.html>.
- \_\_\_\_\_ (1945a) «Lettre de Paul-Émile Baudoux à Paul-Émile Breton», Archives de la Saskatchewan, 80.226, no. 1176, 26 mars.
- \_\_\_\_\_ (1945b) «Lettre de Paul-Émile Baudoux à Paul-Émile Breton», Archives de la Saskatchewan, 80.226, no. 1176, 27 mars.
- BRETON, Paul-Émile (1940a) «Lettre de Paul-Émile Breton à Maurice Baudoux», Archives publiques de l'Alberta, 80.226, n° 1163, 29 janvier.
- \_\_\_\_\_ (1940b) «Deux poids, deux mesures», *La Survivance*, 12 juin, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1940c) «Radio-Ouest-Française, révélation de certains dossiers», *La Survivance*, 2 octobre, p. 3.

- \_\_\_\_\_ (1942a) «À ceux qui veulent nous blâmer», *La Survivance*, 15 avril, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1942b) «La parole est à chacun de vous», *La Survivance*, 22 avril, p. 1.
- \_\_\_\_\_ (1945a) «Lettre de Paul-Émile Breton au ministre Louis Saint-Laurent», Archives publiques de l'Alberta, 80.226, n° 1176, 23 janvier.
- \_\_\_\_\_ (1945b) «Lettre de Paul-Émile Breton à J. Miville-Dechêne», Archives publiques de l'Alberta, 80.226, n° 1176, 23 janvier.
- \_\_\_\_\_ (1949a) «Lettre de Paul-Émile Breton à M<sup>sr</sup> Henri Routhier», Archives publiques de l'Alberta, 80.226, n° 1159, 21 janvier.
- \_\_\_\_\_ (1949b) «Lettre de Paul-Émile Breton à Maurice Baudoux», Archives publiques de l'Alberta, 80.226, n° 1159, 26 janvier.
- \_\_\_\_\_ (1953) «Lettre à mes lecteurs», *La Survivance*, 2 septembre, p. 1.
- CANUEL, Alain (1998) «La censure en temps de guerre: Radio-Canada et le plébiscite de 1942», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 2, Automne 1998, p. 217-242.
- \_\_\_\_\_ (2002) «Le réseau de la radio publique de langue française au Canada de 1933 à 1945», *Fréquence / Frequency*, vol. 9-10, p. 41-69.
- \_\_\_\_\_ (2015) Adrien Pouliot et le développement de la radio française dans les Prairies <http://manuscritdepot.com/a.alain-canuel.1.htm>
- FALLOW, W.A. (1945) «Submission to the Board of Governors of the Canadian Broadcasting Corporation in Opposition to the Application for a French Language Station in Alberta», Archives publiques de l'Alberta, 80.226, n° 1181, boîte n° 68, 4 p.
- GOSSELIN, Paul-Émile (1967) *Le Conseil de la vie française, 1937-1967*, Québec, Les éditions Ferland, 171 p.
- LACOMBE, Guy (1993a) *Paul-Émile Breton, journaliste français de l'Alberta*, Edmonton, 119 p.
- \_\_\_\_\_ (1993b) *Capsules d'histoire de l'Alberta*, Edmonton, 237 p.
- LE GOFFEUR (1942) «Dans le trou du Goffeur», *La Survivance*, 29 avril, p. 1.
- LEGRIS, Renée (1981) *Propagande de guerre et nationalisme dans la radio-feuilleton (1939-1959)*, Cap Saint-Ignace, Fides, 526 p.



- LES ASSOCIATIONS NATIONALES DE L'OUEST, (1940a) «La suprême importance du français à la radio pour les Canadiens français de l'Ouest», *La Survivance*, 29 mai, p. 8.
- \_\_\_\_\_ (1940b) «Camouflage à Radio-Canada», *La Survivance*, 9 octobre, p. 1-2.
- \_\_\_\_\_ (1940c) «Les dernières déceptions de Watrous», *La Survivance*, 16 octobre, p. 3.
- LEVASSEUR-OUMET, France (1999) *Écoutez, vous verrez, CHFA de 1949 à 1999*, Chicoutimi, Les éditions Félix, 275 p.
- MANNING, Ernest (1944) «Lettre d'Ernest Manning au Dr. L. P. Mousseau», Archives publiques de l'Alberta, 80.226, n° 1170, 31 mars.
- MARTEL, Marcel (1994) «Multiples regards sur la Radio-Ouest-Française, 1930-1960», dans CADRIN, Gilles, DUBÉ, Paul et GODBOUT, Laurent (dir), *Pratiques culturelles au Canada français*, Actes du Colloque n° 14 du Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest, Edmonton, 335 p.
- OLIVIER, Jean-Maurice (1967a) «Éditorial: nouveau nom, mêmes buts», *La Survivance*, 8 novembre, p. 2.
- \_\_\_\_\_ (1967b) «Le nouveau Franco-Albertain», *Le Franco-Albertain*, 15 novembre, p. 4.
- PATOINE, Jean (1953a) «Hommage au R. P. Breton, o.m.i.», *La Survivance*, 9 septembre, p. 2
- \_\_\_\_\_ (1953b) «Merci au R. P. Breton, o.m.i.», *La Survivance*, 9 septembre, p. 2.
- POULIOT, Adrien (1944) «Lettre de Adrien Pouliot à M<sup>sr</sup> Georges Cabana», Archives de la Ville de Québec, P59-9(c), 1579-11, 16 mai.
- \_\_\_\_\_ (1945) «Lettre de Adrien Pouliot à M<sup>sr</sup> Georges Cabana», Archives de l'université Laval, P168/4/1/15, 17 août.
- VIGEANT, Pierre (1948) «La part de nos parlementaires au succès de Radio-Edmonton», *La Survivance*, p. 1.